

MARCHES PUBLICS DE MAITRISE D'OEUVRE

CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA LOZERE

2 boulevard du Soubeyran

BP 90

48003 MENDE CEDEX

Tél: 04.66.49.12.66



*Chambre de Métiers
et de l'Artisanat*

Lozère

Ce projet fait l'objet d'un appel public à la concurrence sous le nom de :
**MARCHE DE SERVICES DE MAITRISE D'OEUVRE RELATIVE A LA
RESTRUCTURATION DES ATELIERS AGRO-ALIMENTAIRES DU CFAI HENRY GIRAL
A MENDE
PRODEDURE ADAPTEE**

Date et heure limites de réception des offres

Mardi 06 juin 2017

à 12 h.00

Règlement de la Consultation CFA

Règlement de la Consultation

Article premier : Objet et étendue de la Consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne un **MARCHE DE SERVICES DE MAITRISE D'OEUVRE RELATIVE A LA RESTRUCTURATION DES ATELIERS AGRO-ALIMENTAIRES DU CFAI HENRY GIRAL A MENDE**

Le projet de restructuration des ateliers agroalimentaires vise à rénover un ensemble immobilier datant de 1983. Il permettra :

➤ Redimensionner les ateliers Boucherie-Charcuterie et espaces spécifiques (salles technologies, réserves, plonges et divers) actuellement de 112 m² par :

- Requalification d'une partie des ateliers Boulangerie-Pâtisserie, (Glacerie, pâtisserie, salle de technologie et réserves) d'environ 130 m²

Ces ateliers avaient fait l'objet de travaux de rénovation courant l'année 1995.

➤ Relocaliser les ateliers Boulangerie-Pâtisserie dans les locaux de stockages et d'archives situés en RDC et premier étage, en contre bas des ateliers mécaniques.

- Requalification stockage (RDC) 175 m² (atelier boulangerie) –destination à confirmer- et des archives (partiellement) de l'étage (actuellement de 130 m² pouvant atteindre 175 m²)

NB : une attention particulière devra être donnée au devenir des archives et stockage du RDC

➤ Extension des bureaux administration - gestion – vie scolaire- dans l'ex atelier boulangerie d'une surface de 66 m²...

On peut noter que les surfaces des ateliers agro-alimentaires avaient fait l'objet d'une rénovation partielle (extension des surfaces) en 1995. Les archives et stockages, partiellement à requalifier sont dédiés depuis 2014.

Lieu(x) d'exécution : CFAI Henry GIRAL rue de l'apprentissage à Mende

Le coût prévisionnel des travaux est fixé à 700 000,00 Euros H.T. Une tolérance maximum de 5 % sera prévue au CCAP

1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est réalisée dans le cadre d'une procédure adaptée et pourra faire l'objet de négociations.

1.3 - Décomposition de la consultation

Le marché se décompose en une tranche ferme une tranche conditionnelle.

La tranche ferme s'entend jusqu'à la fin de la mission APD.

La tranche conditionnelle concerne la poursuite de la mission une fois les financements mobilisés. La tranche ferme est complétée d'une option OPC

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Composition de l'équipe : L'équipe devra être composée d'un architecte mandataire du groupement et d'un ou plusieurs bureaux d'études permettant de satisfaire les exigences de la mission. L'équipe de maîtrise d'œuvre, complétée d'un économiste de la construction serait un plus.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Un même candidat peut être membre de plusieurs groupements au moment de la soumission.

ATTENTION : Le groupement affiché dans l'offre ne peut être différent de celui proposé et accepté au moment du jugement des candidatures.

1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
CPV 71000000 8	

Article 2 : Conditions de la consultation et des offres

2.1 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des documents d'études sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés sans accord du maître d'ouvrage.

Dans l'hypothèse d'une notification de marché donnée début juillet, le délai de rendu de la mission serait de 16 semaines maximum (disposition des études de la tranche au plus tard le 31 octobre.)

2.2 - Option, Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Une option concerne la mission OPC.

Aucune variante, ni prestation supplémentaire ou alternative n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations de maîtrise d'oeuvre, objet du présent marché, seront financées selon les modalités suivantes : maître d'ouvrage 100% pour la tranche ferme (en cas d'arrêt / fin de mission), selon les % d'aide obtenus des financeurs mobilisés si affermissement.

Les sommes dues au titulaire du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Remarques et contraintes de l'opération :

Des travaux pourront -devront être réalisés pendant les vacances scolaires (d'été) et par tranche de façon à pouvoir assurer l'enseignement pratique sans discontinuité.

Exemple année N : Atelier boulangerie – pâtisserie (contrainte : stockage temporaire des archives et matériaux), travaux puis transfert.

Année N+1 : boucherie – charcuterie et administration gestion : l'utilisation de ces ateliers boucherie devra rester possible si travaux sur surface attenante.

Il est possible que certains travaux soient réalisés au même moment que les travaux de mise en œuvre de la norme accessibilité, échelonnés sur 4 ans.

Les ateliers devront intégrer toutes les normes liées aux productions alimentaires.

Important : Le chiffrage joint à l'APD doit être un chiffrage détaillé, atelier par atelier ; et précisant lot par lot le montant des travaux à effectuer (ainsi que leur nature).

Une page particulière sera dédiée aux investissements matériels qui seront implantés sur les surfaces, soient existants, soient à acquérir. Elle précisera les coûts d'implantation ou de déménagement (en collaboration avec l'enseignant).

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- le cahier des clauses techniques particulières
- Le « livre » d'annexes – plans. (+ première esquisse de reconfiguration atelier agro boucherie pour base à amender.)

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible sur le site internet de la CMA : www.cma-lozere.fr et peut-être adressé par voie postale sur demande au 04 66 49 81 89 .

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Article 4 : Présentation des candidatures / offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces Communes à l'ensemble des participants

- lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (ou imprimé DC 1)

Pièces propres à chaque co-traitant :

- Une déclaration du candidat (ou imprimé DC2)
- une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :
 - a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
 - b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
 - c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
 - d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
 - e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
 - f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
 - g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ses impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

- pour le ou les membres architectes ou sociétés d'architecture exerçant habituellement en France :
Justification de l'inscription au tableau de l'ordre des architectes ;
- une déclaration des chiffres d'affaires réalisés au cours des trois derniers exercices (a)
- une note de présentation des moyens humains et techniques de chaque membre du groupement (b)
- une note de présentation de références de réalisations en relation avec le projet pour chaque membre candidat (rappel référence souhaitée d'implantation d'atelier agro-alimentaire, si possible en établissement de formation) (c)
- certificat d'assurances

Pièces de l'offre :

- L'acte d'engagement (A.E.) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé

L'offre financière de chaque élément de mission.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Article 5 : Jugement des offres

5.1 – Examen

La commission d'appel d'offres du maître d'ouvrage.

5.2 - Critères de jugement

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Valeur technique	50 %
2-Forfait de rémunération	50 %

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Le critère « valeur technique » sera noté sur 20 et sera jugé sur la base de la note méthodologique fournie. Les sous-critères suivants seront appréciés :

- moyen technique et humain en corrélation avec l'opération (en référence au point (b))
- expertises similaires menées de réalisation notamment mission avec la norme agroalimentaire si possible en établissement d'enseignement (en référence au point (c))

La note maximale de 20 sera attribuée à l'entreprise ayant eue la note la plus élevée.

Le critère « forfait de rémunération » sera également noté sur 20, la note maximale 20 sera attribuée à l'offre proposant le forfait le plus bas, après élimination des offres anormalement basses.

La note attribuée aux autres offres répondra à la formule suivante :

Note de X =(note critère 1 + note critère 2) /40

Les offres anormalement basses seront écartées.

5.3 - Suite à donner à la consultation

L'attribution du marché de maîtrise d'oeuvre est prononcée par le bureau sur avis de la commission d'appel d'offres, à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats définitifs. (ex noti 1 et2)

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier à l'issue de la consultation avec les 3 premiers candidats.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour : **MARCHE DE SERVICES DE MAITRISE D'OEUVRE RELATIF A LA
RESTRUCTURATION DES ATELIERS AGRO-ALIMENTAIRES DU CFAI HENRY
GIRAL A MENDE**

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Mme la Présidente
Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Lozère
2 Boulevard du soubeyran
48003 MENDE Cedex**

ou remis contre récépissé dans les mêmes conditions à la même adresse

et ce, aux heures suivantes : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Rappel : avant le mardi 6 juin 2017 à 12 h. 00

6.2 – Transmission électronique

Ne sera pas possible dans le cadre de cette consultation.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite** de réception des offres, une demande écrite à :

Madame Florence VIGNAL- Présidente de la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Lozère
2 boulevard du Soubeyran - 48003 Mende Cedex

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises s'étant fait connaître travaillant sur le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Documents complémentaires

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Le candidat qui le souhaite peut prendre rendez-vous directement au CFA en cas de besoin.

Fait à Mende

Le 20 avril 2017

